

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

USD DEPANNAGE

route de Magescq
40990 Saint-Paul-Lès-Dax

Références : -
Code AIOT : 0005211182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement USD DEPANNAGE implanté route de Magescq 40990 Saint-Paul-lès-Dax. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 6 août 2014, la société USD Dépannage a été mise en demeure de cesser son activité et de remettre le site en état conformément aux articles R. 512-46-25 et suivants du Code de l'environnement.

L'inspection du 13 novembre 2025 a pour objectif de vérifier que cette mise en demeure a bien été respectée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- USD DEPANNAGE
- route de Magescq 40990 Saint-Paul-lès-Dax
- Code AIOT : 0005211182
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 2 janvier 2001, la société Universal Secours Dépannage (USD) a été autorisée à exercer une activité de récupération de véhicules hors d'usage à Saint-Paul-lès-Dax, route de Magescq.

Avec une surface occupée d'environ 2000 m² et compte-tenu de l'évolution de la nomenclature ICPE, le site serait désormais classé au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2712-1.b.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état	AP de Mise en Demeure du 07/02/2018, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portait sur le récolement d'un arrêté de mise en demeure daté de 2014 imposant l'arrêt de l'activité de stockage de véhicules hors d'usage (VHU) sur les parcelles n°173 et n°174 et la remise en état du site. En effet, un récolement à cet arrêté avait déjà été réalisé en 2017 par l'inspection des installations classées qui avait alors constaté la poursuite de l'activité sur l'une des deux parcelles concernées.

Des arrêtés de mesures d'urgence, de mise en demeure et d'astreinte ont été pris à l'encontre de l'exploitant à la suite de quoi l'inspection a été informée de l'arrêt de l'activité.

Lors de la visite terrain, l'arrêt de l'activité de stockage de véhicules hors d'usage (VHU) a bien été constaté. Aucun déchet lié à cette activité précédemment relevé n'a été identifié.

Une partie du site est actuellement occupée par une activité de location de garde-meubles.

Les observations réalisées depuis l'extérieur de la parcelle indiquent que le terrain a fait l'objet en surface d'une remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, VHU
Prescription contrôlée : <u>Article 1er :</u> Monsieur Frédéric DUFFAU, [...], est rendu redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 50 euros, jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par arrêté préfectoral du 06 août 2014 susvisé [...]
Constats : En janvier 2011, la société Garage USD (AIOT : 0005209577) a transféré son activité de stockage de VHU à la société USD DEPANNAGE (AIOT : 0005211182). Le 6 août 2014, la société USD DEPANNAGE a été mise en demeure d'arrêter son activité sur les parcelles n°173 et n°174 et de respecter les articles R. 512-46-25 et suivants du code de l'environnement en remettant le site en état. Le 26 septembre 2017, l'inspection des installations classées a constaté, lors d'une visite d'inspection, le non-respect de l'APMD et notamment la poursuite de l'activité de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage sur la seule parcelle n°173. L'activité ayant effectivement été stoppée sur la parcelle n°174. En conséquence, le 7 février 2018, un arrêté d'urgence de sécurisation et d'élimination d'un déchet (huiles usagées) et de dépollution du sol, un arrêté de mesures conservatoires interdisant toute réception de véhicule hors d'usage et prescrivant l'évacuation de ces véhicules ainsi qu'un arrêté d'astreinte journalière ont été pris à l'encontre de l'exploitant. À la suite de cette action, l'inspection des installations classées a appris que l'exploitant avait cessé son activité en 2018 et que le terrain avait été vendu. Le 13 novembre 2025, l'inspection s'est rendue sur les lieux afin de constater la cessation de l'activité sur la parcelle n°173. En l'absence de propriétaire identifiable et sans pénétrer dans l'enceinte de la parcelle n°173, dont le portail était fermé, l'inspection des installations classées a constaté la cessation de l'activité de stockage de véhicules hors d'usage (VHU), ainsi que l'absence des déchets précédemment générés par cette activité et relevés lors de l'inspection du 26 septembre 2017. Le site est désormais exploité par une société de location de garde-meubles. Au vu des éléments observables depuis l'extérieur, le terrain semble avoir fait l'objet en surface d'une remise en état.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure